

SOS LHH2h /9

7111

(1939)

A

Appel à la concurrence même en cas d'indemnité pour
résiliation d'un marché de gré à gré

Dépêche du M.T.I. à la SNCF 23. 3.39

Appel à la concurrence même en cas d'indemnité pour la résiliation d'un marché de gré à gré

- 85 -

Ministère
des
Travaux Publics

Paris, le 23 mars 1939

Direction Générale
des
Chemins de fer
et des Transports

LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer français

Dans sa séance du 1^{er} mars courant, le Conseil d'Administration de la Société Nationale a adopté les conclusions de M. MOREAU-NERET, Rapporteur, tendant à confier à l'Entreprise Ferroviaire, pour une durée de 3 ans, les travaux de manutention des gares de Badan, Ambérieu et Clermont. Le marché a été passé de gré à gré avec l'Entreprise Ferroviaire, pour éviter le paiement d'une indemnité de 144.220 fr que la Société Nationale serait tenue de verser à cette entreprise pour respecter les clauses d'un engagement souscrit en 1925 par l'ancien Réseau P.L.M.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne partage pas l'avis du Conseil d'Administration au sujet du mode de passation de ce marché.

J'estime, en effet, que la Société Nationale se devait de procéder à un large appel à la concurrence pour s'assurer qu'un autre entrepreneur ne consentait pas, sur le prix de l'Entreprise Ferroviaire, un abattement supérieur au montant de l'indemnité de résiliation.

Je vous demande, d'autre part, de bien vouloir faire procéder par vos services à des évaluations très précises sur le

....

prix de revient de l'exécution du marché par les soins de la Société Nationale, ces évaluations étant faites en tablant uniquement sur un cadre de personnel auxiliaire. Ainsi que je vous l'ai indiqué dans une précédente communication, j'envisage d'apporter à bref délai de profondes modifications à l'article 2 de la Convention collective des auxiliaires en date du 26 février 1937. Il est à présumer, dans ces conditions, que le coût de l'exécution directe sera avantageux pour la Société Nationale, même en tenant compte de l'indemnité d'éviction due à l'Entreprise Ferroviaire.

Sans attendre donc que le dossier me soit soumis en exécution du paragraphe III de la décision ministérielle du 22 octobre 1938, je m'oppose à la présentation devant la Commission des Marchés du traité avec l'Entreprise Ferroviaire pour la manutention dans les gares de Badan, Ambérieu et Clermont.

J'attacherais du prix à recevoir d'urgence les résultats des études demandées dans la présente décision.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
de MONZIE.